

COMMUNIQUÉ DE PRESSE (**strictement sous embargo jusqu'au 15 novembre à 00 h 01 CET**)

Repenser et réformer radicalement le commerce pour assurer sa résilience face au changement climatique.

Un nouveau rapport examine comment le commerce et le climat peuvent être alignés pour atteindre les objectifs climatiques mondiaux et assurer une résilience face au changement climatique

Le changement climatique pourrait provoquer l'effondrement du cycle hydrologique d'ici 2040, entraînant le passage de l'eau au rang de marchandise, tandis que de graves perturbations du commerce obligerait les pays à raccourcir radicalement leurs chaînes d'approvisionnement et à s'engager dans une délocalisation coûteuse d'industries clés.

Cette éventualité fait partie de l'un des trois scénarios « exploratoires » plausibles décrits dans un nouveau rapport : L'avenir du commerce dans un monde à zéro émission nette.

Plus de 80 experts ont travaillé pendant un an en ayant recours à la « prospective stratégique » pour comprendre le rôle du commerce dans un monde visant des émissions nettes nulles de gaz à effet de serre d'ici le milieu du siècle, selon l'objectif mondial fixé par l'Accord de Paris sur le climat.

Cette initiative de la Fondation européenne pour le climat vise à répondre à de nombreuses questions, portant notamment sur l'état actuel du commerce et de ses institutions, l'impact d'une détérioration du climat sur le commerce et la pertinence de la géopolitique, en mettant l'accent sur les politiques pouvant être mises en œuvre pour mieux aligner le commerce et la protection du climat.

Richard Baron, directeur du programme en matière de commerce à la Fondation européenne pour le climat, a déclaré : « Le processus de prospective nous a permis d'explorer le rôle de plus en plus central du commerce dans l'atteinte de l'objectif " zéro émission nette ", ainsi que son importance pour la prospérité et la résilience face au changement climatique. Cela va de notre capacité à nous approvisionner en matières premières essentielles d'une manière qui soit bénéfique pour les pays producteurs et consommateurs, à la mesure du carbone " incorporé " dans les produits commercialisés.

Nous nous sommes également rendu compte que l'avenir nous réserve probablement des surprises et des défis désagréables et qu'en essayant de les anticiper, les décideurs politiques seront plus à même d'aligner les programmes relatifs au climat et au commerce. Même dans le meilleur des scénarios plausibles, le commerce sera de plus en plus confronté aux perturbations climatiques, tandis que la croissance continue de la consommation de matériaux mettra à l'épreuve les efforts de décarbonisation rapide. »

Pour y faire face, il faudra abandonner les politiques habituelles, et tenir compte non seulement de la crise climatique croissante, mais aussi des tensions géopolitiques qui s'aggravent ».

Coopération commerciale multilatérale

La rupture du cycle hydrologique se produit certes dans le pire des trois scénarios explorés par le groupe d'experts, mais ses effets sont amplifiés par un environnement commercial déjà fragile.

Il s'agit là d'un des principaux enseignements du projet, quel que soit le scénario : la coopération commerciale qui peut transcender la pensée à court terme et les différences géopolitiques sera le moyen le plus efficace permettant d'atténuer les effets du changement climatique et de s'y adapter.

Par conséquent, les institutions multilatérales telles que l'Organisation mondiale du commerce ont un rôle important à jouer pour faciliter cette coopération. Toutefois, le rapport indique clairement que les règles commerciales actuelles ne sont pas adaptées à la nécessité d'aligner le commerce et le climat, et qu'une réforme sera nécessaire.

Le rapport présente un certain nombre d'options stratégiques pouvant être mises en œuvre dès à présent par l'UE et d'autres décideurs politiques pour relever les défis à venir, tout en tenant compte de la « vision idéale » ou du scénario normatif envisagé par les participants au projet à l'horizon 2040.

Ces options sont les suivantes :

- Des coopératives pour faciliter le partage du savoir-faire et des technologies en matière d'atténuation et d'adaptation
- Des accords commerciaux et stratégiques et des accords sur les matières premières critiques (CRM, de l'anglais critical raw materials) pour soutenir des chaînes d'approvisionnement en matières premières critiques et autres mutuellement bénéfiques, en encourageant le maintien de la valeur dans les pays partenaires
- La recherche d'un accord mondial sur la mesure du carbone incorporé dans les produits échangés afin de faciliter l'alignement progressif des biens échangés et l'atténuation des effets du changement climatique
- La création d'un fonds de résilience et d'adaptation au climat pour les infrastructures commerciales.

M. Baron a ajouté : « Il était important pour le groupe d'experts que ces recommandations de politiques soient ancrées dans la réalité afin d'être prises au sérieux et mises en œuvre de manière concrète. Les alliances commerciales et stratégiques, par exemple, s'appuient sur des développements que nous observons déjà, comme le protocole d'accord entre l'UE et la Namibie sur l'hydrogène et les matières premières critiques ».

FIN

Pour en savoir plus, veuillez contacter :

andrew.child@europeanclimate.org | +44 (0)7803 008697